



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Logement - Convention de partenariat 2019 pour la gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

Le transfert par le Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole, de la compétence Fonds de Solidarité Logement est venu compléter son action sur la planification, la production, et l'amélioration de l'offre de logement en s'adressant directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement

Grâce au transfert du FSL, la Métropole peut désormais agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modeste.

Le FSL est sollicité à partir d'un dossier instruit par un travailleur social des Maisons Départementales de la Solidarité et unités gérontologiques (72 % des demandes), des Centres Communaux d'Action Sociale (15 %) ou des associations conventionnées. Il ne peut être demandé directement par le public car cette demande nécessite une évaluation sociale.

Les dossiers, après avoir été traités administrativement et étudiés par les travailleurs sociaux du service FSL, sont soit inscrits en délégation soit examinés en commission hebdomadaire proposant des modalités de réponse à chaque demande individuelle. Les décisions sont prises en s'appuyant sur le règlement en vigueur.

Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent 2 100 000 € au budget du FSL pour 2019 (somme identique à 2018) pour environ 5 500 aides individuelles environ.

Le FSL finance en outre des actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs, essentiellement associatifs. En 2018, 20 organismes ont passé convention avec la Métropole pour un total de de 1 891 778 € de subventions attribuées.

Le FSL est un « pot commun » qui devrait être composé de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation des autres partenaires volontaires : fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, CAF...

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que la gestion financière et comptable du fonds de solidarité pour le logement peut être confiée par convention, sous la responsabilité et le contrôle de l'autorité administrative compétente à un organisme de sécurité sociale, une association agréée à cet effet ou un groupement d'intérêt public.

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault est gestionnaire financière et comptable du FSL depuis plusieurs années. Elle assure le versement des aides aux personnes selon les instructions données par la Métropole, et met en place les prêts afférents. Elle réalise les appels de fonds auprès des partenaires financiers contributeurs et remet mensuellement et annuellement les bilans financiers faisant état des ressources et des dépenses du Fonds.

La Métropole entend confier à nouveau la gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault. Une convention de gestion est proposée pour ce faire, qui a pour objet de définir les modalités du fonctionnement administratif et financier du Fonds de Solidarité pour le Logement métropolitain dans le cadre du règlement intérieur du dispositif.

Cette délégation conventionnelle de la gestion financière et comptable à la CAF de l'Hérault est proposée pour un an, renouvelable par avenant chaque année sur une durée maximale de 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la délégation de gestion financière et comptable du FSL 3M à la CAF de l'Hérault,
- approuver le projet de convention afférent,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-68396A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CAF 3M 2019 obsblr.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.